

**INVENTAIRES NATIONAUX
SERVICES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE**

ÉTATS-UNIS

Maillon de la chaîne de valeur	Services fournis par des prestataires privés	Services fournis par le gouvernement	Services fournis par les deux
Pêche	Assurances Écolabellisation Réparations bateaux/matériel Assistance médicale	Recherche halieutique Étude d'impact sur l'environnement Mise en place de mesures de gestion Sauvetage en mer* Administration des TAC Administration des QIP ^{1*} Attribution de permis* Règlementation de la pêche Police des pêches Promotion/commercialisation marins ^{2*}	aliments Services financiers ^{3*} Services portuaires Recherche conjointe Météorologie Formation Ventes à la criée ^{4*} Observateurs ^{5*} SSN ^{6*} Déclassement des permis et des navires ^{7*} Administration des QIP et des LAP ⁸

* Recouvrement partiel ou intégral des coûts

¹ Les coûts administratifs des quotas individuels de pêche (QIP) liés à la gestion, à la police des pêches, à la collecte et à l'analyse des données, peuvent être récupérés en taxant les débarquements des bateaux, à concurrence de 3% au maximum de leur valeur totale. Cette taxe est calculée au lieu de la première vente. Les États-Unis ont maintenant 5 programmes QIP (Flétan de l'Alaska/charbonnière commune, vivaneau du Golfe du Mexique, praire/mactre solide de Nouvelle Angleterre, cernier de l'Atlantique sud-est/crabe de l'Alaska).

² Il y a un nombre limité de programmes de promotion des produits de la mer financés par le gouvernement.

³ Le programme de services financiers récupère tous les coûts, à l'exclusion des coûts administratifs

⁴ Les ventes directes des bateaux sont rares aux États-Unis; dans certains cas, elles sont financées par le gouvernement local. En outre, aux termes de la nouvelle MSA, les QIP initiaux peuvent être attribués en tout ou en partie, aux enchères

⁵ Dans la majorité des cas, les coûts des programmes d'observateurs sont à la charge du gouvernement. Il existe cependant des exceptions notables, où ces coûts sont payés par les navires, notamment pour la pêche au lieu d'Alaska au titre de l'American Fisheries Act, et pour certaines opérations des navires titulaires d'un Exempted Fishing Permit (permis accordé aux navires pour des opérations de pêche normalement interdites).

⁶ Les coûts liés au matériel des Systèmes de surveillance des navires (SSN) sont généralement payés par le propriétaire du bateau, sauf rares exceptions. Les frais de transmission sont cependant toujours à la charge des navires.

⁷ La majorité des rachats de navires et de permis de pêche sont financés par le secteur, et les pêcheurs ont droit à des prêts du gouvernement pour acheter d'autres permis ou bateaux.

Maillon de la chaîne de valeur	Services fournis par des prestataires privés	Services fournis par le gouvernement	Services fournis par les deux
Transformation et Mareyage	Assurances Écolabellisation Assistance médicale Infrastructures Réparations Recherche Travail Formation Évaluation du poste de travail Équipements collectifs Congélation Consultations sur la pêche durable	Inspection de la qualité des aliments marins ^{9*} Attribution de permis Normes et inspections du respect des réglementations gouvernementales en matière de travail, de concurrence, etc. – pas de différence avec les autres secteurs. Inspections en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène Consultations sur la transformation des aliments	Services portuaires Services financiers (voir note 3) Ventes à la criée (voir note 3) Inspection des installations de transformation Consultations sur la transformation des aliments Consultations sur la pêche durable
Distribution	Pratiquement tous privés: - entreposage - transport - carburant	Infrastructures normales de transport* Normes et inspections du respect des réglementations gouvernementales en matière de travail, de concurrence, etc. – pas de différence avec les autres secteurs. Inspection de la qualité des aliments marins Inspections en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène	
Détaillants et consommateurs	Pratiquement tous privés Écolabellisation Consultations sur la manutention des aliments	Normes et inspections du respect des réglementations gouvernementales en matière de travail, de concurrence, etc. – pas de différence avec les autres secteurs. Consultation sur la manutention des aliments Élaboration de normes et de spécifications	Consultations sur la manutention des aliments

⁸ De 1996 à 2006, la Loi Magnuson-Stevens exigeait la récupération des coûts (jusqu'à 3 pour cent) des quotas de pêche individuels et des quotas à visée de développement communautaire. Avec l'amendement de cette loi en 2006, (MSA 2006) la récupération obligatoire des coûts s'applique désormais à tous les programmes de droits d'accès limité (LAP).

⁹ Le programme d'inspection des produits de la mer du Service national des pêches maritimes (NMFS) est assuré gratuitement. Les importations de produits de la mer sont généralement inspectées par la Food and Drug Administration, à l'Office of Health and Human Services.

Maillon de la chaîne de valeur	Services fournis par des prestataires privés	Services fournis par le gouvernement	Services fournis par les deux
Aquaculture ¹⁰	Pratiquement tous les coûts sont à la charge du secteur privé Consultations sur les bonnes pratiques aquacoles ¹¹ Consultations sur l'aquaculture durable ¹²	Cadre réglementaire Contrôle des réglementations Police des pêches Étude d'impact sur l'environnement Consultations sur les bonnes pratiques aquacoles	Recherche Stock de géniteurs* Services financiers (voir note 2) locations ¹³ Consultations sur les bonnes pratiques aquacoles Consultations sur l'aquaculture durable
Autres		Bourses du programme Saltonstall-Kennedy Programmes d'aide en cas de catastrophe Repas scolaires Approvisionnements militaires Achats du gouvernement en faveur des pauvres Programmes Seagrant	

¹⁰ Le Gouvernement des Etats-Unis a proposé un projet de loi pour couvrir l'aquaculture de pleine mer.

¹¹ Les Bonnes pratiques aquacoles concernent essentiellement la question de la sécurité sanitaire des aliments donnés aux poissons.

¹² L'aquaculture durable se réfère aux mesures prises pour préserver l'environnement, dans les fermes aquacoles

¹³ Une législation proposée imputerait au secteur le coût des locations.